

Restreindre la liberté de l'instruction à la maison : Une menace pour des milliers de famille



Restreindre la liberté de l'instruction à la maison : Une menace pour des milliers de famille

Le 2 octobre dernier, dans le cadre de la lutte contre le « séparatisme islamiste », Emmanuel Macron avait déclaré que dès la rentrée 2021, l'instruction à l'école serait rendue obligatoire dès l'âge de 3 ans et que l'instruction à domicile serait strictement limitée aux impératifs de santé. Une annonce qui avait vivement fait réagir les familles assurant pour leurs enfants l'enseignement à domicile.

Depuis il semble que le débat suscité fait bouger les lignes tout comme l'avis du Conseil d'Etat, sur le sujet.

Le Ministre de l'Éducation Michel Blanquer lors d'une entrevue télévisée dimanche soir a laissé entendre à demi-mot qu' un assouplissement des contraintes prévues était envisagé tout en soulignant le trop grand nombre d'enfants non scolarisés dans un établissement reconnu par l'État estimé selon lui à 60.000

Dans le Gers de nombreux parents on fait le choix de l'instruction en famille notamment en zone rurale.



C'est le cas de Philippe et Marie Lacvievier installés avec leurs 5 enfants à Larroque Engalin.

Comme la plupart des familles concernées cette annonce du président de la République a fait naître chez eux de vives inquiétudes. Pour Philippe et Marie ce choix correspond à la recherche d'une qualité de vie et apporte un plus pour le confort des enfants. Finis les transbordements de voiture à bus scolaire matin et soir. Finies les contraintes des horaires fixes, Finies les problèmes de la cantine.

"L'éducation à domicile permet aux parents de s'adapter au rythme biologique des enfants et non pas l'inverse qui consiste à faire vivre les enfants au rythme des adultes".

"Fille et petite d'enseignants, je n'ai rien contre l'éducation nationale souligne Marie. L'instruction en famille, c'est autre chose et de préciser. Il s'agit d'une approche différente qui est cependant très réglementée". Nous n'avons rien contre l'école. Il faut que ceux qui veulent y aller puissent le faire et inversement"

Un suivi permanent

Une déclaration en mairie et auprès des services de l'académie doivent être effectuées chaque année pour obtenir le feu vert. Une inspection est effectuée par une ou deux personnes des services de l'Académie tous les ans. Un enseignant vient vérifier les connaissances acquises par les enfants. Le maire de la commune peut également effectuer des contrôles à tout moment sur l'environnement dans lequel les enfants évoluent tous les deux ans, à l'arrivée d'un nouvel enfant ou en cas de problème il doit adresser un rapport à l'académie. En plus de nos jours les familles disposent de supports en ligne comme des cours par correspondance, des soutiens et des conseils pédagogiques.

On peut facilement imaginer que supprimer l'enseignement à domicile serait pernicieux et onéreux pour la collectivité. Surcharge du nombre d'élèves dans beaucoup de classes, recrutement important de personnel enseignant et non enseignant, sans réelle contreparties pour les apprenants.

Quant au fait invoqué de l'isolement des enfants, il est imaginaire, " ne pas être scolarisé dans un établissement scolaire n'interdit nullement aux enfants de s'engager auprès d'associations sportives ou culturelles dont tout un chacun peut bénéficier, et dans le Gers notamment, nous avons la chance d'avoir de nombreuses possibilités dans tous les domaines sportifs, artistiques, ludiques ou culturels. Autant d'opportunités qui s'ouvrent aux jeunes et facilitent le lien social."

Un grand débat pour une infime minorité

Face à l'« enseignement de masse », l'« éducation formatée » de l'Education Nationale, les défenseurs de l'Instruction en famille revendiquent une pédagogie individualisée.. Ils sont de plus en plus nombreux ces dernières années. Malgré tout l'instruction à la maison reste très minoritaire dans l'hexagone, moins de 0.5% sur les plus de 12.000.000 de jeunes en âge d'être scolarisés. En ce domaine la France est loin des pays européens

Demain mercredi la question va être débattue au conseil des ministres, nul doute que de nombreux défenseurs du principe et de la liberté de choix des parents se fassent entendre. Le texte devrait être recadré vers son objet principal : éviter les dérives sectaires et radicales, et bien plus souple que ne le laissaient entrevoir les premières déclarations officielles

.photos Eric Kawan